

état financier digne de foi. Fait-on quelque chose pour redresser ce qui pourrait être une situation très embarrassante.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, je dois répondre à l'honorable député que je ne suis pas au courant de cette déclaration de l'Auditeur général, mais je vais m'enquérir immédiatement et je ferai rapport aussitôt que je pourrai.

LES POSTES

ON RÉCLAME UNE RÉDUCTION DU TARIF
POSTAL EN FAVEUR DE LA REVUE
«MONTRÉAL»

M. Bernard Dumont (Frontenac): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable ministre des Communications.

A la suite d'une augmentation des tarifs postaux de \$28,000 à \$55,000, laquelle laisse prévoir la disparition de la revue *Montréal*, qui a fait connaître le Canada par tout le monde, le ministre a-t-il l'intention d'accorder une réduction des tarifs postaux en faveur de cette revue?

M. l'Orateur: La question devrait être inscrite au *Feuilleton*.

M. Dumont: A dix heures, monsieur l'Orateur.

[Traduction]

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

LE TABAC—LA RECHERCHE POUR SUPPRIMER
LES INGRÉDIENTS NOCIFS

M. H. W. Danforth (Kent-Essex): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Agriculture. Puisque la suppression des réclames pour le tabac décidée par Radio-Canada aura de graves conséquences pour les producteurs de tabac canadien, le ministre dira-t-il à la Chambre si le gouvernement a préconisé un programme de recherche accéléré visant à supprimer dans ce produit canadien de possibles ingrédients nocifs, au stade de la production ou à celui du raffinage?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, j'ignore quelles ont été exactement les mesures prises depuis la déclaration de Radio-Canada à laquelle le député a fait allusion. Notre ministère poursuit un programme de recherche pour identifier les ingrédients nocifs en cause.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES PASSEPORTS—LA REFORME DES FORMULES DE DEMANDE

M. A. D. Hales (Wellington): Monsieur l'Orateur, puis-je passer à un autre sujet et poser ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures en ce qui concerne les passeports. Pour éviter les nombreuses erreurs dans les formules de demande, le ministre fournira-t-il au public des formules rédigées différemment; ou demandera-t-il aux organismes de l'État et aux personnes qui distribuent ces formules de ne plus exiger \$5 mais \$10?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Certainement, monsieur l'Orateur. Je compte bien examiner ces suggestions. Cependant, la principale source de tracas n'est pas là. Elle est due au fait que les formules ne sont pas complètement remplies.

Une voix: Le public devrait payer \$5 de plus.

M. Hales: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre voudrait-il demander à son collègue le ministre des Postes, d'avertir son personnel de ne pas distribuer des formules de demande portant le chiffre de \$5. Le chiffre de \$5 devrait être remplacé par celui de \$10.

L'OTAN—LA POSITION DU GOUVERNEMENT
ENVERS LA RÉDUCTION DES EFFECTIFS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Le gouvernement du Canada pense-t-il que dans l'ensemble les forces de l'OTAN outre-mer ne devraient pas être réduites?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Je me demande si le chef de l'opposition n'attend pas une déclaration de principe. Je doute que ce genre de déclaration puisse être admise maintenant.

L'hon. M. Stanfield: Permettez-moi de reformuler la question, monsieur l'Orateur. Le premier ministre pourra répondre en un mot. Le ministre de la Défense nationale exprimait-il la politique du gouvernement vendredi en disant que celui-ci, dans l'ensemble, accepte l'idée que les forces militaires de l'OTAN outre-mer ne devraient pas être réduites?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Cela fait partie de la politique du gouvernement, monsieur l'Orateur.

Une voix: Quelle partie?